L'intelligence artificielle et la place financière

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Chaque génération technologique a transformé le travail de la place financière de Singapour. Le télégraphe a relié les agency houses du XIXe siècle à Londres et à Calcutta. Après 1968, les salles de marché de l'Asian Dollar Market, reliées par télex et par téléphone, ont fait de la ville un pont entre les fuseaux horaires, puis Internet a porté la banque privée jusqu'au domicile du client. L'intelligence artificielle s'inscrit dans cette lignée, mais elle va plus loin que ses devancières. Elle modifie l'infrastructure de la finance et, de plus en plus, le contenu même du travail : la décision de crédit, la recommandation d'investissement, l'examen d'une transaction suspecte et la rédaction d'une lettre au client.

Ce chapitre examine comment l'intelligence artificielle est utilisée dans les banques, les assureurs et les gestionnaires d'actifs de Singapour, et comment la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) a choisi de l'encadrer. Il commence par les cas d'usage, des modèles d'apprentissage automatique dans la gestion des risques aux assistants d'IA générative. Il retrace ensuite l'élaboration de principes pour un usage responsable, des FEAT Principles de 2018 aux Guidelines on Artificial Intelligence Risk Management, dont la MAS a annoncé la version définitive le 7 octobre 2026. Les sections suivantes traitent de

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

l'intelligence artificielle dans la conformité et la surveillance, de la répartition de la responsabilité et de l'obligation de rendre compte lorsqu'un modèle se trompe, ainsi que des conséquences pour les personnes qui travaillent dans la finance. Le chapitre se termine par des conséquences pratiques, une liste de contrôle et une comparaison avec Genève, Zurich et l'Union européenne.

Le volume parallèle consacré à Genève réserve un chapitre propre à la technologie et à l'intelligence artificielle, et décrit une place financière numérisée sans être technologique. Genève achète ses systèmes, externalise son informatique et adopte les technologies une fois qu'elles ont fait leurs preuves.[1] Singapour a suivi une autre voie. Depuis près d'une décennie, son autorité de surveillance agit comme fédératrice, normalisatrice et promotrice de projets sectoriels, tandis que sa plus grande banque a intégré l'intelligence artificielle à sa stratégie et publie la valeur qu'elle en tire. La comparaison montre deux réponses à une même question : comment une place financière dont l'activité repose sur la confiance peut-elle adopter une technologie dont le raisonnement reste souvent opaque ?

L'essentiel

La MAS a publié le 12 novembre 2018 les FEAT Principles sur l'équité, l'éthique, la responsabilité et la transparence (fairness, ethics, accountability, transparency) dans l'usage de l'intelligence artificielle et de l'analyse de données, et les a développés avec le secteur entre 2019 et 2023 pour en tirer la boîte à outils open source Veritas Toolkit. Un examen thématique des banques mené à la mi-2024 a débouché sur un document d'information de décembre 2024, puis sur une consultation relative aux Guidelines on Artificial Intelligence Risk Management le 13 novembre 2025. Dans sa réponse du 7 octobre 2026, la MAS a confirmé que les Guidelines s'appliquent à tous les établissements financiers, de manière proportionnée, avec un délai de douze mois pour la gouvernance, l'inventaire et l'évaluation de la matérialité des risques et de vingt-quatre mois pour la mise en œuvre complète. Les Guidelines prennent effet le 7 octobre 2027. La responsabilité en matière d'intelligence artificielle reste ancrée dans le droit existant : l'établissement demeure responsable des modèles internes comme de ceux de tiers, les dirigeants restent comptables de leurs actes au titre du régime de responsabilité individuelle, et la Court of Appeal a tranché dans l'affaire

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Quoine v B2C2 la question de l'imputation de la connaissance lorsque des algorithmes concluent des contrats. Le secteur financier emploie environ 200 000 personnes. Vingt-trois établissements pionniers se sont engagés à former l'ensemble de leurs effectifs à Singapour, soit plus de 80 000 employés, aux compétences en intelligence artificielle d'ici 2028.

Notes

1. Ressos, *Genève, place financière internationale*, partie K, chapitre IV, « Technologie et intelligence artificielle : les métiers de la place en mutation », section 1 et encadré *À retenir* (manuscrit consulté en novembre 2026). ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com